

LES EFFETS DES PROJETS SOUTENUS PAR LE FONDS MIEUX MANGER POUR TOUS AU SECOURS CATHOLIQUE - CARITAS FRANCE. ENQUÊTE AUPRÈS DES PERSONNES CONCERNÉES

RÉSULTATS 2026

AUTRICE : ANNE-CHARLOTTE IGNATOVITCH (STAGE 2026), RELECTURE : MARIE DRIQUE, JADWIGA WOZNICA, LAURENT SEUX.

JUIN 2026



SOMMAIRE

Résumé	2
Introduction	4
Méthodologie de L'enquête	6
Observations préalables pour comprendre notre analyse	7
Résultats	8
Quels profils et quelles situations ?	8
1. Un profil majoritaire émerge : les mères de famille monoparentale	8
2. Une très faible part de personnes sans ressources	9
3. L'insécurité alimentaire qui diminue mais reste présente	10
4. Le paysage alimentaire	12
Quels effets pour les personnes ?	14
1. Des changements de pratiques alimentaires avérés	14
2. Favoriser la dignité : une bonne participation, à faire progresser	16
Des préjugés battus en brèche	19
3. L'attention prêtée à la santé confirmée	19
4. Les priorités pour un système alimentaire plus durable et plus juste	21
Conclusion	23
Annexe : le questionnaire support de l'enquête	24

RÉSUMÉ

Pour lutter contre la précarité alimentaire et permettre à tous un accès digne à une alimentation durable et de qualité, le Secours Catholique - Caritas France est soutenu en partie dans ses activités par le [fonds Mieux Manger Pour Tous \(MMPT\)](#). Cette étude vise à identifier les effets des activités financées par ce fonds, au SCCF, et au regard de ses objectifs (notamment de participation des personnes concernées et d'accès à une alimentation de qualité).

MÉTHODOLOGIE

332 ménages ont répondu à un questionnaire, souvent appuyés par des bénévoles des actions concernées (26 dispositifs, répartis dans 22 départements sur un total de 96 projets au total). Le fonds MMPT a pour objectifs, notamment, d'améliorer la qualité de l'alimentation dans l'aide alimentaire et d'en faire évoluer les dispositifs (pour tenir compte en particulier des enjeux de participation des personnes et épouser une approche plus systémique de la problématique)¹. Le volet national permet essentiellement de financer l'achat de denrées plus saines et sous label de qualité, même si des attentes sur la participation des personnes figurent au cahier des charges. Au SCCF, ce financement soutient ainsi des projets qui poursuivent une pédagogie du développement du pouvoir d'agir : ces résultats d'enquête sont donc sur les effets du fonds selon un usage qui dépasse celui du cadre donné par le financement du volet national (aucun projet de l'échantillon d'enquête n'est soutenu par le volet local).

RÉSULTATS PRINCIPAUX

Profil des ménages qui bénéficient de ces actions

- 51% du public concerné sont des familles monoparentales
- 77% des personnes soutenues par ces dispositifs ont des enfants
- Presque 30% révèlent rencontrer des difficultés pour se déplacer faire leurs courses

Des effets positifs au regard des objectifs du volet national du Fonds

- Près de 70% d'entre elles ont augmenté leur consommation de fruits et légumes grâce aux dispositifs, plus de 50% leur consommation d'œufs et fromage².
- A l'inverse, 50% ont diminué leur consommation de produits transformés.
- Les personnes se disent satisfaites de ces dispositifs.

¹ Les quatre objectifs sont plus précisément détaillés p.5.

² Sachant que le fonds MMPT finance : fruits, légumes et légumineuses avec ou sans label ; produits laitiers, produits céréaliers semi complets ou complets sous leur forme brute, œufs frais, poisson et viande sous leur forme brute, huile végétale et enfin produits peu transformés sans ajout (café, épice, moutarde, vinaigre...) du moment que tous ces produits sont sous label de qualité.

- 17% des personnes interrogées ne sont pas en insécurité alimentaire et seulement 7% sont en situation d'insécurité alimentaire grave, mais 50% reste en situation d'insécurité alimentaire modérée, malgré l'aide que représentent les projets soutenus.

Des effets positifs au regard des objectifs de participation que se fixe le SCCF à travers ces actions

- En termes de participation : 90% des personnes interrogées donnent leur avis sur les produits, 46% participent pleinement à l'organisation de l'activité.
- La convivialité est au cœur de ces activités et, au-delà d'une satisfaction vis-à-vis des produits, beaucoup témoignent de leur joie de participer à des moments collectifs

Des préoccupations sur l'alimentation qui dépassent les idées reçues

- 90% des répondants se disent préoccupés par les effets de leur alimentation sur leur santé, mais plus de 30% déclarent ne pas pouvoir se permettre financièrement d'y faire attention
- On perçoit clairement une préoccupation vis-à-vis des producteurs et productrices : plus de 80% tiennent pour prioritaire une meilleure rémunération des producteurs et 84% la priorité à la vente directe.
- 70% tiennent pour prioritaire l'accès à une alimentation de qualité et biologique
- On perçoit bien une tension entre des priorités sur le bas prix, la qualité et la juste rémunération qui se cumulent (83% déclarent aussi qu'accéder à ces produits à des prix bas est une priorité).

CE QUE L'ON EN RETIENT POUR L'ACTION :

D'un point de vue global, le soutien financier du volet national du MMPT permet un apport réel en termes d'accès à des produits frais et de qualité, même si cela ne permet pas de couvrir les besoins alimentaires des personnes dans leur totalité. Par ailleurs, le fait que l'association se donne pour cadre de faire "avec" les personnes concernées et non "pour" permet d'associer de tels financements au développement du pouvoir d'agir, alors même que le cahier des charges ne permet pas de couvrir ces dépenses (étant quasi exclusivement dédié à l'achat de denrées au niveau national). Aussi peut-on constater des modalités mises en place pour cela et des effets positifs au regard des témoignages recueillis. On peut globalement retenir :

- L'intérêt de ce fonds et l'enjeu de sa pérennisation, même si le volet national, pour entraîner des objectifs de transformation de l'aide alimentaire, pourrait soutenir davantage les besoins pour les bonnes conditions de participation aux projets mis en place (l'animation notamment) ;
- Cette aide, et malgré les orientations de ce fonds, soutient des évolutions positives, mais ne réduit pas suffisamment les problématiques des ressources des personnes (en témoignent des niveaux d'insécurité alimentaire qui demeurent), des

choix de modèle agricoles plus durables et le besoin de politiques publiques structurelles complémentaires.

- Pour le Secours Catholique et son action, il reste à mieux comprendre les types de participation mises en place dans les projets soutenus (au regard de l'échelle de Hart) et nécessaire de maintenir la diffusion d'une pédagogie du développement du pouvoir d'agir pour que les projets soutenus dans ce cadre répondent particulièrement aux enjeux de participation.

INTRODUCTION

La précarité alimentaire en France a des visages multiples, génère honte et isolement, et rime avec une alimentation appauvrie en quantité mais surtout en qualité. Le nombre de diabétiques en France a ainsi augmenté de 160% en vingt ans³. En 2024, la Haute Autorité de Santé rapportait que 17% de la population française se trouvait en situation d'obésité⁴. Selon l'Insee en 2022, les personnes ayant recours à l'aide alimentaire se jugeaient plus souvent en mauvaise santé que les autres⁵. Ainsi, alors que 8 millions de Français sont aujourd'hui en insécurité alimentaire⁶, la question de la précarité alimentaire recouvre non seulement l'enjeu de la faim mais encore ceux de la santé, de la dignité et dès lors de notre mode de production agricole.

En réponse, le Secours Catholique - Caritas France œuvre à sa mesure pour favoriser un accès digne à une alimentation durable et de qualité pour tous. Ce positionnement oriente la conduite de ses projets internes, à l'aide d'une boussole qui se décline en cinq critères :

- **Des conditions dignes** : accueil convivial et chaleureux, écoute bienveillante sans jugement, libre choix de son alimentation, accès à une alimentation saine et équilibrée, respect des cultures et habitudes alimentaires.
- **Des actions pour tous et toutes** pour éviter toute forme de stigmatisation et favoriser la mixité sociale.
- **Des projets collectifs et participatifs** : favoriser l'implication des personnes concernées, de l'élaboration au fonctionnement des initiatives.
- **Un ancrage territorial fort** : partenariat avec les acteurs locaux pour contribuer à la vie et au dynamisme du territoire.
- **Une alimentation durable** : proposer des produits de qualité nutritionnelle et gustative, issus de modes de production durables, garantissant une juste rémunération aux producteurs.

Dans le cadre du programme « Ensemble, Bien Vivre, Bien Manger », l'accompagnement alimentaire au sein du SCCF se décline donc, concrètement, en divers types d'activités :

- Des épiceries sociales et solidaires, qui proposent une offre diversifiée de produits alimentaires, en libre choix et selon des tarifications spéciales, et parfois en mixité sociale.
- Des paniers solidaires, payés au juste prix des producteurs, avec des tarifications solidaires, proposant des produits qualitatifs, locaux et de saison, voire issus de

³ Aulanier, A., Coulet, C., Drique, M., Merckaert, J., Théodore, M. (2024). *L'injuste prix de notre alimentation. Quels coûts pour la société et la planète ?* Secours Catholique - Caritas France, Réseau Civam, Solidarités Paysans, Fédération Française des Diabétiques. (p.13).

⁴ *Surpoids et obésité chez l'enfant et l'adulte : quel parcours de soins ?* (2024). Haute Autorité de Santé.

⁵ Accardo, A., Brun, A., Lellouch, T. (2022). *Les bénéficiaires de l'aide alimentaire, pour beaucoup parmi les plus pauvres des pauvres – France, portrait social*. Insee.

⁶ Aulanier, A., Coulet, C., Drique, M., Merckaert, J., Théodore, M. (2024). *L'injuste prix de notre alimentation. Quels coûts pour la société et la planète ?* Secours Catholique - Caritas France, Réseau Civam, Solidarités Paysans, Fédération Française des Diabétiques. (p.13)

l'agriculture biologique. Ces paniers sont composés de fruits et légumes, souvent aussi d'œufs et légumineuses, parfois fromages, huile d'olive, miel...

- Des groupements d'achat, qui fonctionnent de manière similaire ;
- Des jardins partagés nourriciers, des cuisines en accès libre et des restaurants solidaires, qui sont des lieux de convivialité ;
- Des projets dits "hybrides" : expérimentations de caisses locales de l'alimentation, les lieux où se conjuguent cuisine accessible, paniers, épiceries etc. (ce que l'on pourrait appeler des "tiers-lieux") ;
- Des chèques-service et aides financières pour avoir le choix de son alimentation en magasin ;
- Pour favoriser la convivialité, des ateliers cuisine, repas partagés ou simplement cafés ainsi que des visites de fermes avec les producteurs sont parfois proposés dans le cadre de ces dispositifs.

Dans cette démarche, le SCCF est soutenu par la Direction Générale de la Cohésion Sociale (DGCS), notamment à travers le fonds Mieux Manger Pour Tous. Il a vu le jour en février 2023 et a pour visée⁷ :

- d'améliorer la qualité nutritionnelle et gustative de l'approvisionnement en denrées de l'aide alimentaire ;
- de réduire l'impact environnemental du système d'aide alimentaire ;
- de permettre le renforcement et l'évolution des dispositifs locaux de lutte contre la précarité alimentaire ;
- de soutenir la participation et l'accompagnement des personnes en situation de précarité alimentaire dans l'évolution des pratiques alimentaires.

Il recouvre ainsi des enjeux de santé publique, environnementaux et sociaux, et se décline aux niveaux national et local. Concrètement, sont éligibles au fonds MMPT pour le volet national les catégories de produits suivantes : fruits et légumes, légumineuses, et produits non ultra-transformés sous label de qualité. Le fonds MMPT dans son volet local vise aussi à favoriser le développement de projets solidaires territoriaux. Entre 2023 et 2026, le fonds MMPT (par ses deux volets) a permis de soutenir des activités dans 44 délégations du SCCF, soit environ :

- 40 paniers solidaires/groupements d'achat dont 17 nouveaux projets
- 23 épiceries solidaires
- 19 ateliers cuisine/repas partagés
- 15 accueils de jour/lieux d'accueil
- 3 expérimentations autour des transferts financiers/sécurité sociale de l'alimentation

Le fonds MMPT, dans son volet national (spectre de l'étude) est utilisé par le Secours Catholique pour œuvrer à un accès digne pour tous à une alimentation durable et de qualité et pour accompagner le changement des pratiques.

⁷ A retrouver sur <https://solidarites.gouv.fr/programme-mieux-manger-pour-tous>.

MÉTHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE

Cette enquête a été conduite afin d'identifier une partie des effets des activités du SCCF financées par le fonds MMPT (volet national) pour les personnes participantes, au regard de ses objectifs. Elle repose sur un questionnaire (cf. annexe) avec la perspective de renseigner :

- le profil des participants (âge, genre, composition des ménages, ressources)
- les niveaux d'insécurité alimentaire dans lesquels ils se trouvent ;
- l'attention prêtée aux effets de l'alimentation sur la santé ;
- les effets en termes de changements de pratiques alimentaires ;
- les niveaux de participation aux activités ;
- le niveau de satisfaction personnes participantes à l'égard de ces activités ;
- leurs priorités pour système agricole et alimentaire plus juste et plus durable.

Dans cette perspective, le questionnaire a été transmis aux acteurs, bénévoles ou salariés, de 26 dispositifs d'accompagnement alimentaire du SCCF, répartis dans 22 départements ; le nombre de questionnaires remplis par chaque dispositif est proportionnel au nombre de personnes accueillies. Les réponses ont été recueillies sur la base du volontariat des personnes accompagnées, soit directement en ligne par elles-mêmes, soit dans le cadre d'un entretien avec une personne ressource (bénévole, salarié ou stagiaire). Ces entretiens « en présentiel », moments d'échange éclairants et plus libres, ont pu permettre une approche plus qualitative. Pour cette dimension qualitative, les réponses au questionnaire ont été complétées par des comptes-rendus et bilans envoyés par certains dispositifs, ainsi que par des discussions plus informelles ayant eu lieu lors de l'enquête avec les bénévoles et les personnes participantes.

Il est toutefois à noter que :

- L'échantillon sur lequel elle se fonde ne peut être considéré comme représentatif de la totalité de l'action du SCCF, tant en raison du nombre réduit de ménages interrogés que du périmètre de l'activité (l'alimentation) et de la spécificité de leurs profils en termes de ressources financières, tenant à la nature même des projets soutenus par ce financement ; il l'est en revanche de la population soutenue *via* le fonds MMPT au sein de l'association.
- La grande majorité des répondants est francophone⁸, les participants ne parlant pas ou peu français n'étant donc guère représentés dans les résultats de cette étude.
- C'est sur la base du volontariat que les questionnaires ont été complétés, ce qui peut également avoir un effet sur la teneur des réponses : il est

⁸ Même si certains questionnaires ont été remplis en utilisant Google Traduction, ou grâce à la traduction d'un proche accompagnant la personne répondante.

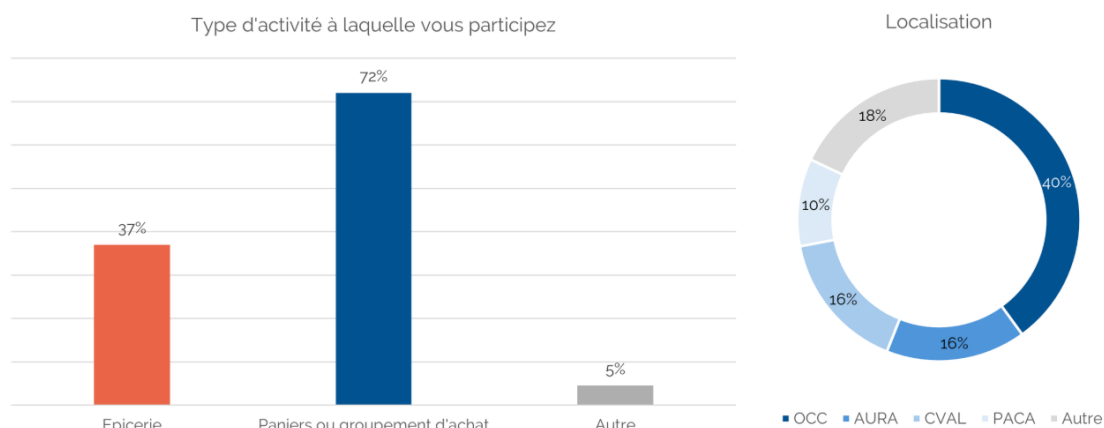
possible que les personnes insatisfaites de l'activité ou ne s'y sentant pas à l'aise n'aient pas osé participer à l'enquête.

Les résultats obtenus ici sont donc imparfaits mais indicateurs de tendances fiables. On tentera de plus, à certains endroits, d'établir un comparatif entre les résultats de cette étude et l'Enquête complémentaire réalisée en 2021 dans le cadre du rapport Faim de Dignité, afin d'interroger de nouveau certains constats identifiés à l'époque., même si les échantillons diffèrent⁹. La présente étude cherche avant tout à faire état des effets - ou non - des activités financées par le fonds MMPT, lequel a ses propres lignes directrices, à partir du regard des personnes qui en bénéficient.

Observations préalables pour comprendre notre analyse :

- Le fonds MMPT, dans son volet national, permet de financer certains types d'activités alimentaires du SCCF, parmi lesquels majoritairement les dispositifs de paniers frais solidaires ou groupements d'achats (72% des répondants) et les épiceries sociales et solidaires (37% des répondants) - les répondants peuvent participer parfois à plusieurs types d'activités (Graphique 1). C'est donc surtout dans le cadre de ces deux types d'activités que l'enquête a été menée. Quoique minoritaires, les ateliers cuisine sont également représentés dans les réponses, dans la catégorie "autre".
- Ces dispositifs se situent majoritairement en Occitanie (40%), en Auvergne-Rhône-Alpes (16%) et Centre-Val-de-Loire (16%) et en Provence-Alpes-Côte d'Azur (10%), les 18% restant se répartissant entre les départements suivants : l'Ille-et-Vilaine (Bretagne), l'Oise (Hauts-de-France), les Ardennes et les Vosges (Grand Est), l'Yonne (Bourgogne-Franche-Comté), les Hauts-de-Seine (Île-de-France) et les Pyrénées-Atlantiques (Nouvelle Aquitaine) (Graphique 2).
- 55% des personnes répondantes participent à un dispositif se trouvant dans une commune urbaine intermédiaire, 36% dans une commune rurale et 9% dans une commune urbaine dense. Cela ne signifie pas nécessairement que les personnes vivent dans la commune où se situe le dispositif.

⁹ L'enquête de 2021 a recueilli les réponses de 1088 ménages, répartis sur 12 départements. Les personnes interrogées en 2021 participaient à des dispositifs de chèques-service, c'est-à-dire relevant d'une aide alimentaire d'urgence. A l'inverse, les dispositifs de paniers ou d'épiceries solidaires auxquels participent les répondants de 2026 correspondent à une toute autre dynamique, et nécessitent par exemple de la part des personnes une contribution financière. Enfin, le contexte général diffère fortement, l'enquête de 2021 ayant été menée dans la période Covid et post-Covid immédiat. Enfin, l'enquête de 2026 n'a pas les mêmes ambitions statistiques que celle de 2021.



Graphique 1 : Type d'activités dans lesquelles les participants sont engagés
Graphique 2 : Localisation de l'action

RÉSULTATS

Quels profils et quelles situations ?

1. Un profil majoritaire émerge : les mères de famille monoparentale

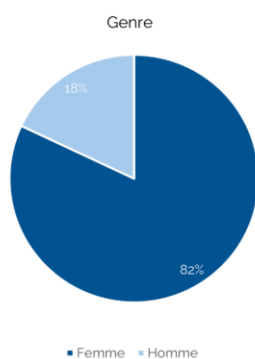
Conformément à ce qui est habituellement observé au sein du SCCF, et ce sur quoi l'association alerte¹⁰, **les femmes représentent la majorité des personnes accompagnées par ces projets** ici 82% pour 18% d'hommes (Graphique 3).

Pour ce qui est de l'âge (Graphique 4), **51% des personnes ont entre 40 et 59 ans en 2026**, 36% 60 ans ou plus, et seulement 13% moins de 40 ans (Graphique 5).

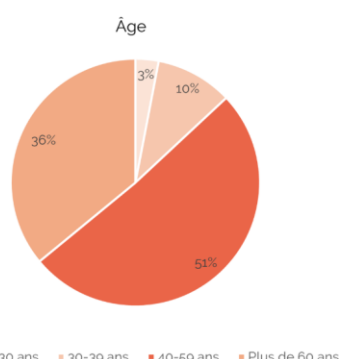
Selon ce qui apparaît souvent au SCCF, **la majorité des ménages accompagnés par ces projets sont des familles monoparentales (51%)**, suivies par les couples avec enfants (24%). Les personnes seules représentent 20% des participants.

Les enfants semblent bénéficier majoritairement des dispositifs soutenus dans la mesure où 77% des personnes répondantes partagent avoir des enfants (Graphique 6), et la majorité d'entre elles sont sans conjoint et ont des enfants vivant encore à la maison et mineurs (Graphique 7).

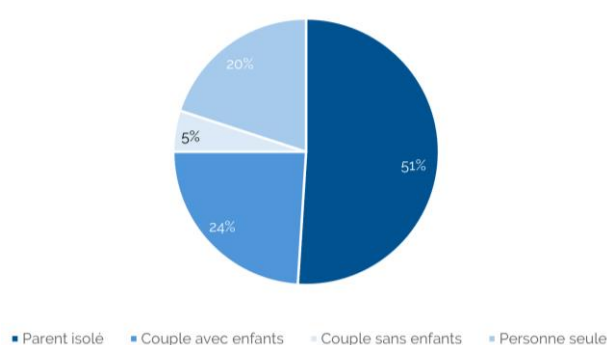
¹⁰ Voir à cet égard le rapport [Etat de la pauvreté en France - 2025](#) du SCCF, qui reprend 30 ans d'analyse des pauvretés.



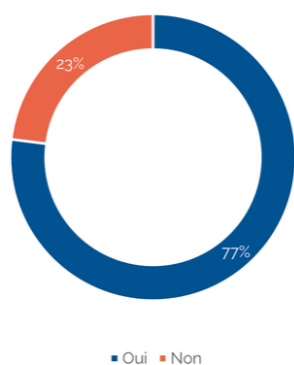
GRAPHIQUE 3



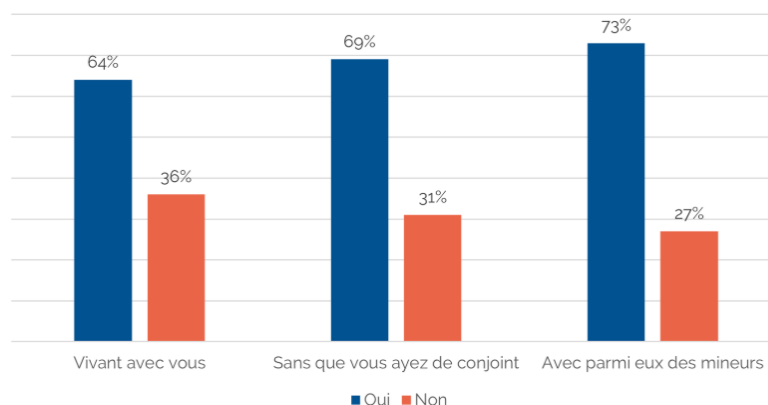
GRAPHIQUE 4



Graphique 5 : composition des ménages



■ Oui ■ Non



■ Oui ■ Non

Graphique 6 : Proportion de ménages avec ou sans enfants

Graphique 7 : Situation(s) des ménages avec enfants

2. Une très faible part de personnes sans ressources

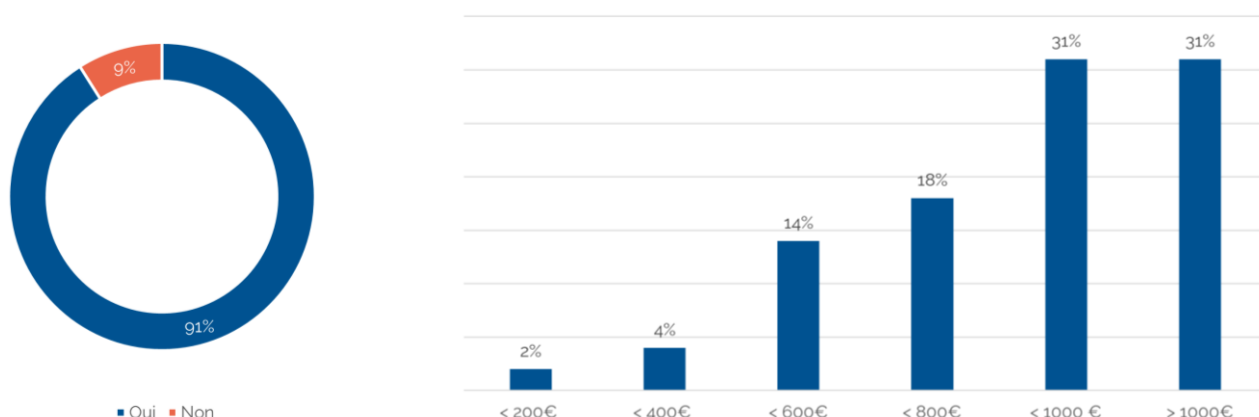
91% des personnes répondent percevoir des ressources financières (revenu du travail, prestation sociale, pension alimentaire, revenu informel...) (Graphique 8).

31% d'entre elles percevant 1000€ "et des poussières" et 31% d'autres entre 800 et 1000€. (Graphique 9)¹¹. A titre comparatif, le rapport statistique 2025 "Etat de la pauvreté en

¹¹ Il est par ailleurs à noter que le questionnaire de cette étude ne permettait pas de déterminer le niveau de vie des répondants. Il est à noter également que le SCCF est muni d'un "Schéma Pauvreté" interne qui permet d'adapter les différents types de dispositifs aux niveaux d'urgence rencontrés.

France" du Secours Catholique rapporte que le pourcentage de ménages sans ressources accueillis par le SCCF était de 28% en 2024. Dans le rapport 2021 sur l'alimentation en particulier, 43% des répondants étaient sans ressources financières, contre 9% dans les projets soutenus par le MMPT en 2026. Cette différence tient à la nature même des dispositifs enquêtés (paniers et épiceries qui nécessitent un minimum de revenus), de l'échantillon et de la période (Covid pour le rapport statistiques).

Graphique 8 : Proportions des enquêtés avec des ressources financières



Graphique 9 : revenus mensuels des répondants

3. L'insécurité alimentaire qui diminue mais reste présente

Quels niveaux d'insécurité alimentaire pour les personnes bénéficiant des projets soutenus ?

Pour le déterminer, cette étude s'appuie sur la méthode utilisée dans l'Enquête complémentaire de 2021, elle-même s'inspirant de la classification du module d'enquête Fies de la FAO¹². Trois niveaux d'insécurité alimentaire vécue peuvent être ainsi identifiés, se fondant sur les réponses aux questions suivantes :

- Ces deux derniers mois, combien de fois avez-vous été inquiet.e que votre foyer (votre famille ou vous-même) n'ait pas assez de nourriture?
- Ces deux derniers mois, combien de fois vous-même ou un membre de votre foyer n'a pas pu manger ce que vous préférez à cause d'un manque de ressources (d'argent)?
- Ces deux derniers mois, combien de fois vous-même ou un membre de votre foyer a mangé une variété (ou diversité) limitée d'aliments parce que les ressources étaient insuffisantes?
- Ces deux derniers mois, combien de fois vous-même ou un membre de votre foyer a mangé moins de repas par jour parce que vos ressources étaient insuffisantes ?

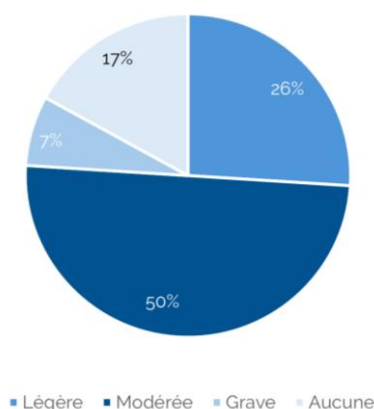
¹² En l'occurrence, la [Food Insecurity Experience Scale \(Fies\) de la FAO](#) propose une échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue et repose sur huit questions qui portent sur l'accès des personnes à une alimentation adéquate.

- Ces deux derniers mois, y a-t-il eu des jours où vous ou un membre de votre foyer n'a rien mangé de toute la journée ?

Les personnes pouvaient répondre : jamais ; rarement (1 à 3 fois sur la période) ; parfois (3 à 10 fois) ; souvent (plus de 10 fois). Ainsi, « l'insécurité « *légère* » est définie comme l'incertitude ou l'inquiétude concernant la capacité à se procurer des aliments ; l'insécurité « *modérée* » indique que les ménages font un compromis sur la qualité et/ou la diversité des aliments qu'ils consomment et/ou qu'ils sautent des repas régulièrement ; l'insécurité « *grave* » est enfin définie comme le fait de ne pas s'alimenter pendant une journée entière ou davantage, et cela de manière régulière »¹³.

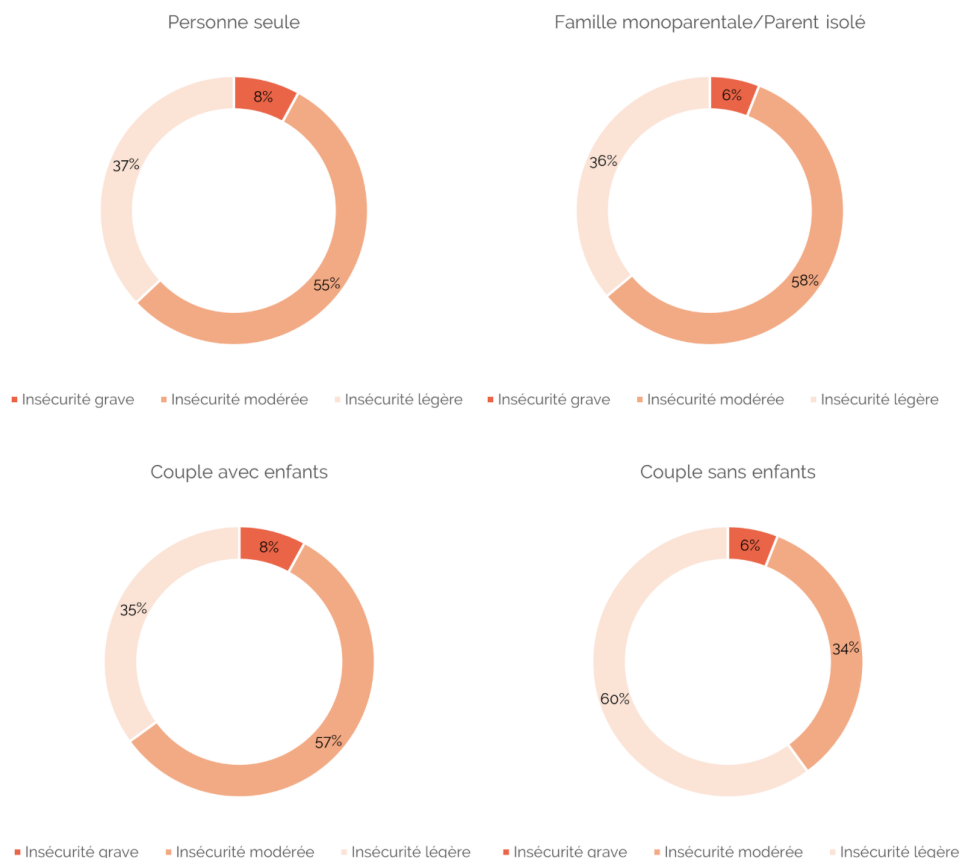
Il apparaît ainsi que :

- **17% des personnes interrogées ne sont pas en insécurité alimentaire**, mais **50% se trouvent en situation d'insécurité alimentaire modérée**, **26% en situation d'insécurité alimentaire légère**, **7% en situation d'insécurité alimentaire grave** (Graphique 10). Il faut souligner que ces réponses sont données alors que les personnes participent aux dispositifs. On peut néanmoins pointer que, sans les paniers, épiceries, etc., les niveaux d'insécurité seraient sans doute plus élevés encore.
- On note une claire différence selon la composition des ménages : quand **entre 55% et 58% des familles monoparentales, couples avec enfants et personnes seules se trouvent en insécurité alimentaire modérée**, c'est le cas de seulement **34% des couples sans enfants** (Graphiques 11).



Graphique 10 : proportion de ménages en situation d'insécurité alimentaire

¹³ 2021. *Faim de dignité. État de la pauvreté en France - 2021*. Secours Catholique - Caritas France. (p.50)



Graphique 11 : Situations familiales et niveau d'insécurité alimentaire

« Après avoir payé les factures, difficile de bien manger. » ; « Ce genre de dispositif est essentiel pour avoir accès à la nourriture. » ; « Je ne peux pas m'acheter ce qu'il me faudrait pour mes problèmes de diabète. » ; « Le bien manger devrait être accessible à tous. » ; « Votre aide me libère d'un véritable dilemme et d'une problématique pour bien manger avec ma fille... »

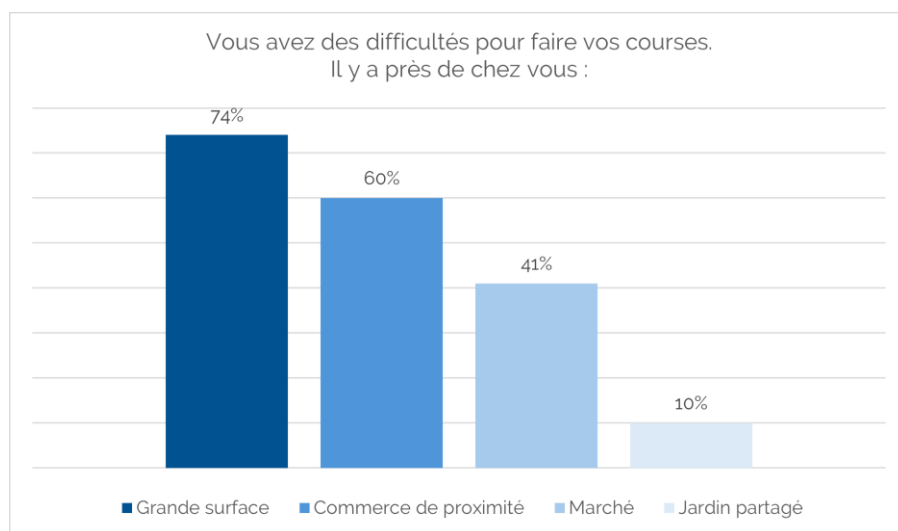
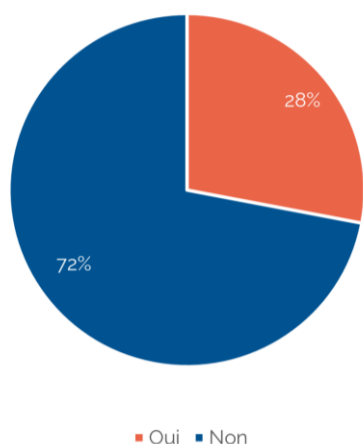
4. Le paysage alimentaire

Le paysage alimentaire « renvoie à l'offre alimentaire disponible autour des lieux de vie des personnes (magasins, marchés et autres points de vente alimentaires à proximité du domicile et, plus généralement, dans les espaces de vie quotidienne) et aux modalités de déplacement des personnes pour se nourrir¹⁴». Il a une incidence sur les comportements alimentaires et les situations de précarité alimentaire.

Ici, $\frac{1}{3}$ des personnes enquêtées révèlent rencontrer des difficultés pour se déplacer pour faire leurs courses (Graphique 15). Pour autant, l'existence potentielle de "déserts alimentaires" ne semble pas être au cœur de cette difficulté : parmi les 28% ayant des

¹⁴2021. *Faim de dignité. État de la pauvreté en France - 2021*. Secours Catholique - Caritas France. (p.65). Définition fondée sur celle de Recchia, « Accès physique et fréquentation des commerces alimentaires dans le Grand Montpellier » So what? Policy brief no 15, mai 2021, chaire UNESCO alimentations du monde.

difficultés, 74% ont une grande surface près de chez elles, 60% un commerce de proximité, 41% un marché et 10% un jardin partagé (Graphique 16).



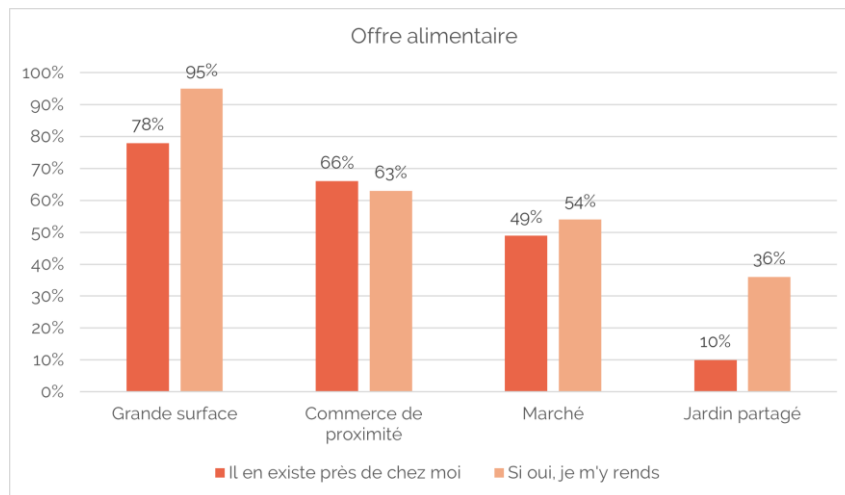
Graphique 15 : Proportion des répondants qui expriment une difficulté à se déplacer pour faire ses courses

Graphique 16 : Offre à proximité des personnes ayant des difficultés à se déplacer

Ces chiffres concernant l'offre à disposition sont à peu près similaires aux chiffres pour l'ensemble des enquêtés (graphique 17). Cette réalité est sans doute à relier à la localisation des dispositifs de l'échantillon, qui se trouvent dans la majorité dans une commune "urbaine intermédiaire".

En termes de pratiques d'achats, ce sont surtout les **grandes surfaces** qui dominent. **Près de 80% des personnes interrogées ont une grande surface autour de chez elles** (et 95% de ces personnes s'y rendent), **66% un commerce de proximité** (63% de ces personnes en étant clientes), **49% un marché** (pour 54% de fréquentation) et seulement 10% un jardin partagé (que 36% d'entre elles fréquentent) (Graphique 17).

Sans pouvoir en attester par cette enquête, mais au regard du nombre de partenariats engagés avec des producteurs et productrices en vente directe avec le fonds MMPT, on peut sérieusement faire l'hypothèse que les dispositifs d'accès proposés par le SCCF élargissent ainsi les types de lieu d'achats pour ces ménages, permettant l'accès à davantage de lieux de proximité *via* la vente directe et un rapprochement entre consommateurs et producteurs.



Graphique 17 : Offre alimentaire à proximité et pratiques d'achats

Quels effets pour les personnes ?

1. Des changements de pratiques alimentaires avérés

L'enquête montre en effet des changements de pratiques alimentaires pour la majorité, vers une alimentation plus saine (Graphique 18).

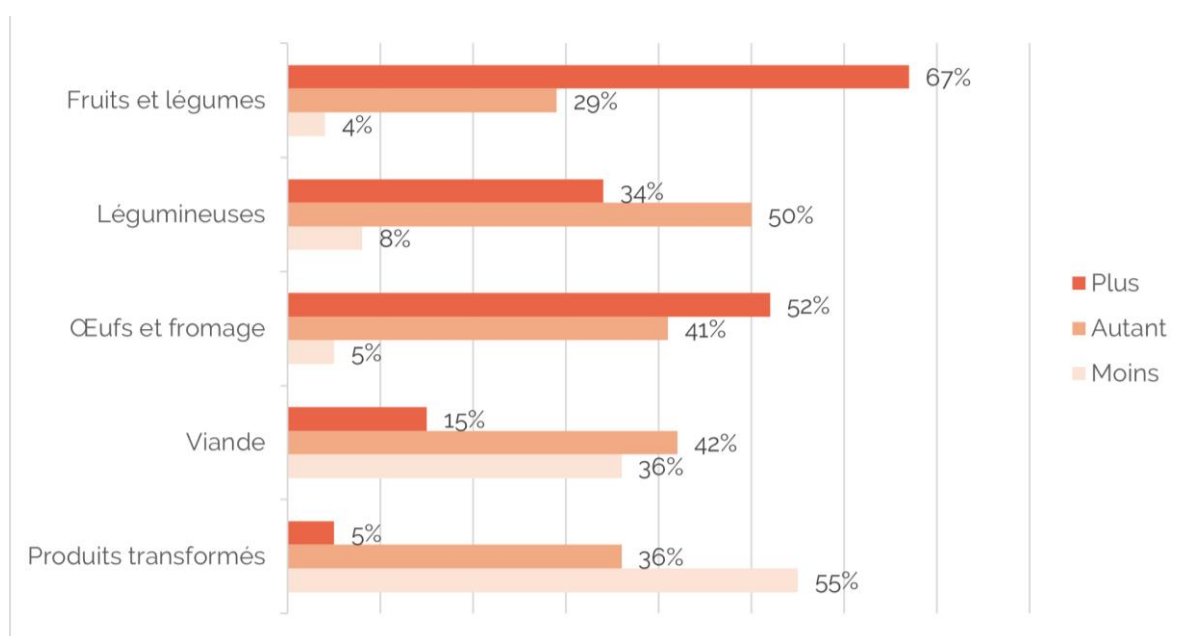
- **67% des personnes partagent consommer plus de fruits et légumes qu'avant, et 52% davantage d'œufs et fromage.**
- A l'inverse, **55% des répondants ont diminué leur consommation de produits transformés (plats industriels, soda, céréales, biscuits et charcuterie industriels, nuggets, chips).**
- **Concernant les légumineuses**, 50% des personnes répondant en consommer autant (*autant* pouvant signifier *jamais*, comme souvent mentionné de vive voix par les personnes interrogées) ; **34% en consomment tout de même davantage.**
- En revanche, 42% des personnes consomment autant de viande qu'avant, 15% davantage et quant aux 36% déclarant en manger moins, il serait risqué d'y voir les effets seuls de l'activité du SCCF, beaucoup de personnes rencontrées précisant que cette diminution tient simplement au coût élevé et croissant de ce produit.

Quelques observations permettent d'éclairer ces résultats :

L'effet en termes de changement de consommation (notamment plus de fruits et légumes) est certes lié à leur accès facilité (financièrement) mais aussi certainement au fait d'avoir des personnes en recherche de tels produits quand ils participent aux projets : autrement dit, ils ne leurs sont pas imposés. Par exemple, dans les délégations de Drôme-Ardèche et du Gard, dont les résultats sont particulièrement positifs, un questionnaire circule chaque année pour recueillir les avis et suggestions des personnes participantes, ce qui permet d'assurer la diversité des produits proposés et que ces derniers conviennent aux personnes. Dans le Gard, les paniers peuvent aussi contenir des produits comme le café équitable, lait, pâtes complètes, huile d'olive, mais également d'autres qui ne sont pas nécessairement subventionnés par Mieux Manger Pour Tous : soupe de poisson

locale, miel et même dattes sont particulièrement appréciés et viennent donc régulièrement agrémenter les paniers.

A contrario, sur la question de la réduction de viande, certaines délégations ont fait le choix d'en introduire pour répondre aux demandes des participants (commande d'une fois par mois de viande label rouge par exemple). De plus, les personnes à faibles revenus consomment moins de viandes que la moyenne de la population (et de produits d'origine animale de façon générale), ce qui peut fortement jouer sur le peu d'effet de "diminution" ou substitution du fait d'alternative végétale¹⁵.



Graphique 18 : Evolution des consommations par catégories de produits

Dans l'ensemble, reste que les effets positifs sont tangibles et d'ailleurs salués par les personnes interrogées.

« Les paniers apportent vraiment dans l'alimentation de ma famille sans eux nous mangerions beaucoup plus industriel. » ; « Ma façon de consommer a changé depuis que je participe aux projets de paniers. Mon budget est réparti différemment... le bien manger n'est pas avoir le ventre rempli, mais de manger sainement, c'est ça pour moi la sécurité alimentaire... passer du assez au mieux. » ; « Je suis reconnaissante d'avoir accès à des produits frais bio et de qualité à un tarif très abordable. C'est une grande aide pour m'alimenter en fruits et légumes ! » ; « Franchement ça nous aide beaucoup et on peut manger des choses qu'on ne pouvait pas manger avant. » ; « Je découvre des légumes que je ne connaissais pas et que je n'aurais pas achetés. Et surtout de bonne qualité. » ; « Merci à vos bénévoles pour leur gentillesse et à tous pour votre aide. Moi et mon fils mangeons plus de légumes et c'est grâce à vous ! Et merci aux agriculteurs. »

« Je suis la première à avoir adhéré à cette association des paniers de légumes, dont je suis absolument ravie. Cela nous permet de faire travailler les agriculteurs qui nous proposent des

¹⁵ Jourdain, V. & Ottaviani, F. (2023), Rapport d'enquête. Pratiques Ecologiques, Grenoble Ecole de Management-Grenoble Alpes Métropole-ADEME, mai.

légumes bio et d'excellente qualité. En comparaison aux légumes de grande surface ! Beau au regard, mais peu de goût, additionné de produits chimiques...je remercie avec insistance pour la création de cette association et communique autour de mes amies, afin qu'elles nous rejoignent pour ce partage. Merci à l'équipe qui s'investit bénévolement pour nous faire plaisir. »

«La première fois que je suis venue chercher le panier j'ai pleuré... je pensais pas que je puisse être aidée. Le panier est un vrai plus qui change les choses j'ai une très petite retraite alors que j'ai beaucoup travaillé dans ma vie, d'abord dans l'agriculture (conjointe d'exploitant) puis auprès des personnes âgées. »

2. Favoriser la dignité : une bonne participation, à faire progresser

Le SCCF prête particulièrement attention aux conditions d'accueil des personnes, à la convivialité, et à leur participation possible (faire "avec" et non "pour"). Pour favoriser le développement du pouvoir d'agir des personnes, le SCCF se réfère aux différents niveaux de participation de l'échelle de Hart, et vise les trois derniers niveaux ¹⁶ :

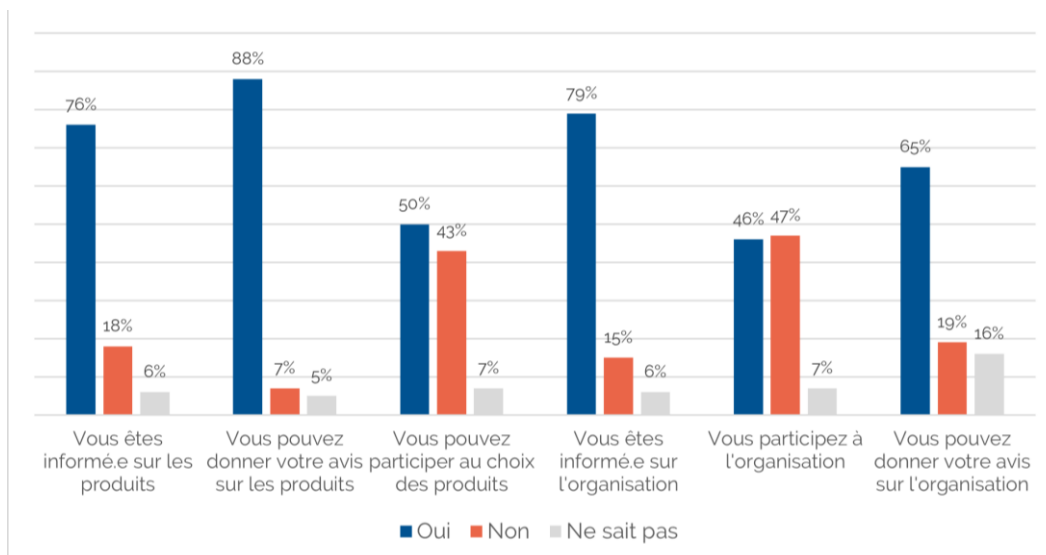
- Les personnes sont désignées et informées ;
- Les personnes sont consultées et informées ;
- Co-construction ;
- Co-décision ;
- Autonomisation / auto-organisation.

Idéalement, les activités du SCCF doivent donc être des espaces dans lesquels les personnes peuvent être actrices à part entière : cela implique non pas l'injonction à participer mais la création de conditions favorables pour prendre part à l'action. L'enquête ne permet pas de renseigner une évolution en termes de participation, mais elle atteste d'un engagement solide sur cette dimension et pour le respect de la dignité des personnes. Reste encore à améliorer les niveaux les plus exigeants de la participation et à mieux les renseigner (sur les enjeux de co-construction et gouvernance).

- **Ici, les personnes sont en grande majorité informées, tant sur les produits (76%) que sur l'organisation de l'activité (79%).**
- **Près de 90% peuvent donner leur avis sur les produits et 65% sur l'organisation.**
- **50% disent pouvoir participer au choix des produits et pratiquement la moitié (46%) participent à l'organisation** (Graphique 19)¹⁷.

¹⁶ Sur ce point, consulter la capitalisation sur la participation mentionnée précédemment.

¹⁷ Que ce soit en tant que bénévole ou plus indirectement.

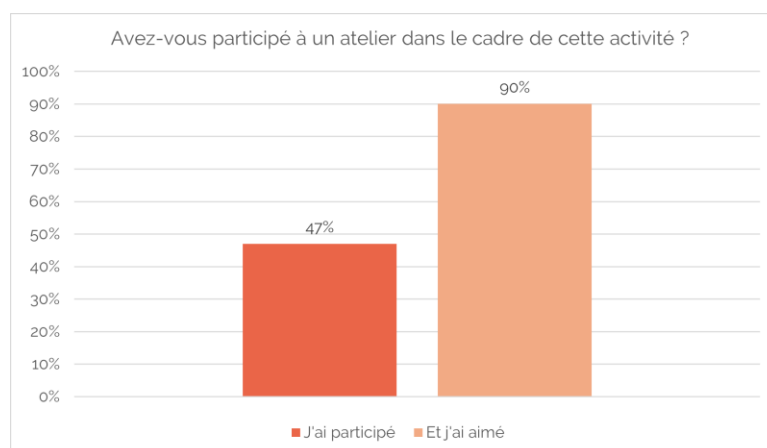


Graphique 19 : Les niveaux de participation dans ces projets

Du point de vue des délégués, animateurs et équipes bénévoles, la participation est un enjeu qui nécessite un travail de fond, et non pas seulement une attention ponctuelle. Diverses pratiques sont mises en place, selon le niveau de participation recherché (et dans tout ou partie du projet) :

- Réalisation de chartes de l'engagement avec les personnes qui souhaitent être parties prenantes comme dans le Gard,
- Mise en place de petits groupes aux moments des réflexions et bilans pour que toutes et tous puissent s'exprimer,
- Des ateliers en partenariats avec d'autres acteurs choisis par les parties prenantes du projet,
- Enjeux de postures travaillés pour que chacun puisse trouver une place etc.

Autrement dit, des outils et des pratiques spécifiques sont mises en place, soutenues par les équipes salariées nationales et locales, dans une approche soutenue au SCCF depuis de nombreuses années. C'est sans doute ce qui explique que la moitié des personnes interrogées parviennent à contribuer à l'organisation des projets enquêtés, ou encore qu'elles apprécient lorsqu'un atelier est proposé en lien avec les projets (ce qui est souvent le cas des paniers frais et groupements d'achats - voir le graphique 20). Mieux renseigner les effets de ces outillages pour la participation nécessiterait une enquête plus précise en catégorisant davantage les niveaux de participation attendue, et en particulier les plus exigeants (co-construction etc.).



Graphique 20 : Satisfaction vis-à-vis des ateliers proposés

Enfin, la convivialité semble centrale dans ces activités : il s'agit ainsi d'un point souvent mentionné dans les témoignages et commentaires (voir les verbatims ci-dessous), mais que l'on ne peut pas renseigner plus quantitativement. Facilitée notamment par la petite taille des dispositifs enquêtés (en particulier les projets de paniers et groupements d'achats), cette convivialité est rendue possible par l'organisation de moments de partage, d'ateliers ou repas ou cafés partagés, l'attitude des bénévoles, ou encore l'inclusion des personnes participantes à l'organisation de l'activité. Les témoignages à cet égard sont donc nombreux, spontanés et rendent compte d'une dimension inscrite plus largement dans les orientations de l'association.

« L'action des paniers me permet de rencontrer des personnes, du lien social. » ; « Je viens pour cuisiner et vivre des repas partagés... on découvre les plats qu'on ne connaît pas. Ça permet de partager toutes les cultures, la cuisine du monde et de se rencontrer.. Important de partager le travail. Nous mangeons ensemble et nous avons des invités même s'ils n'ont pas cuisiné. »

« Je suis bien... je peux y être bénévole et cela me donne des raisons de sortir de chez moi. Je passe parfois la journée entière avec l'équipe et je suis contente d'y être ! Je repars avec un grand sourire ! »

« Oui l'aide alimentaire permet de manger tous les jours mais pas QUE. C'est là aussi un endroit d'échange de parole et pour d'autres pouvoir faire des ateliers d'activités pour ne pas être isolé. »

« L'action se passe bien, on s'entend bien, il y a des échanges, on prend l'avis de tous, une bonne équipe, on est à l'aise. »

Dans l'ensemble, nombreux sont les témoignages qui donnent à voir que la manière de procéder, même sans la participation active des personnes à l'entièreté du processus de construction et d'organisation de l'activité, favorise leur dignité et bien-être.

« L'accueil est agréable ici, pas infantilisant, ça permet de garder sa dignité. » ; « La participation aux paniers solidaires est possible et dès que je pourrai donner plus, je donnerai plus... Nous pouvons donner notre avis et participer comme on veut/peut. » ; « Le SCCF est primordial pour redonner le moral et s'en sortir dans un rythme de vie de plus en plus dur où le smic ne suffit pas pour vivre. »

« Accéder à des produits de qualité c'est le rêve. Avant l'épicerie nous étions dans une situation gravissime où même un aliment à 1€ c'était trop cher, on sautait des repas et on se privait pour que notre fils ait quelque chose... L'épicerie s'arrête dans 15 jours et je sais que nous allons recommencer

à galérer... tant que je n'aurai pas le retour sur investissement de mon entreprise, je sais que cela va être compliqué. Les bénévoles sont bienveillants et plein d'humanité, ils nous fournissent au-delà de la nourriture. Dès que je peux, je viens donner un coup de main... et j'aimerais avoir le temps de venir plus régulièrement comme bénévole. Geneviève [la responsable bénévole] insufflé l'esprit d'humanité de l'épicerie... comme toute l'équipe du mardi... personnes en dehors de tout jugement, et c'est important pour ne pas se sentir humiliée dans cette épreuve de la vie. »

Des préjugés battus en brèche

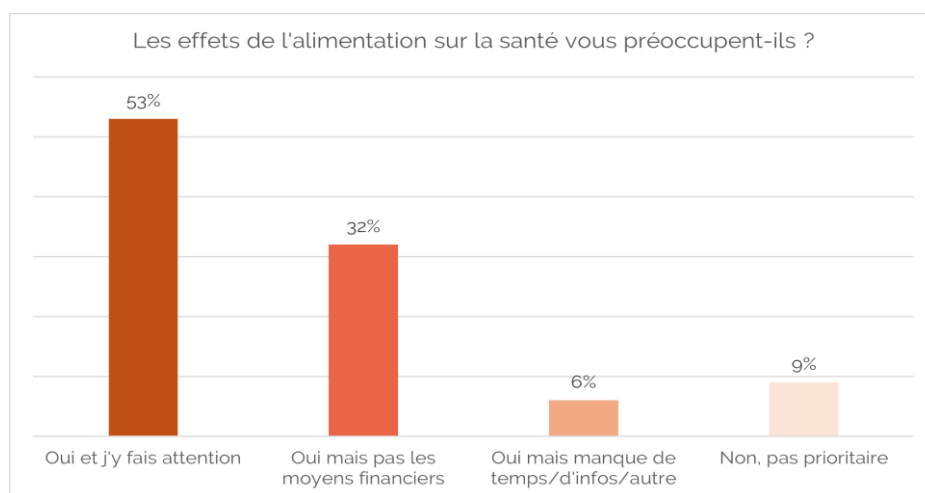
1. L'attention prêtée à la santé confirmée

A la question « Les effets de votre alimentation sur votre santé et votre bien-être (et celles de vos enfants) vous préoccupent-ils? », il était possible de répondre :

1. Ça me préoccupe et j'y fais attention ;
2. Ça me préoccupe mais je n'ai pas les moyens financiers d'y faire attention ;
3. Ça me préoccupe mais je n'ai pas le temps d'y faire attention ;
4. Ça me préoccupe mais je manque d'information sur le sujet ;
5. Ça ne fait pas partie de mes priorités.

A contrario des idées reçues :

- **91% des participants à l'enquête se disent préoccupés par les effets de l'alimentation sur la santé. Parmi eux, 32% ne peuvent pourtant pas se permettre d'y faire attention pour raison financière.** Notons que dans notre enquête en 2021, 50% déclaraient ne pouvoir y faire attention pour cette raison : ce différentiel s'explique probablement par les niveaux de ressources plus élevés des enquêtés en 2026 qu'en 2021. On ne peut savoir si cette préoccupation s'est accrue avec la participation au projet proposé ou si elle est au contraire antérieure. Reste que ce chiffre traduit et rejoint une préoccupation de fond pour l'ensemble de la société aujourd'hui¹⁸.



Graphique 21 : Niveaux de préoccupation sur les effets de son alimentation pour la santé

¹⁸ En 2025, 63% des Français s'inquiètent des effets de l'alimentation sur leur santé (Agence Bio).

Cette préoccupation est enfin partagée dans la partie "libre" du questionnaire qui a été transmis.

« Pour vivre longtemps, une alimentation de qualité est importante. » ; « Depuis que je bénéficie des paniers depuis mes problèmes financiers je mange sainement avec les légumes et les fruits pour mon fils et moi. » ; « Merci beaucoup pour votre aide précieuse, ma santé s'est améliorée grâce aux paniers bio. » ;

« Avec les paniers solidaires, je mange mieux et plus équilibré et sainement. » ; « J'ai pu bénéficier des paniers légumes à 6€ venant directement du paysan et c'est pour moi d'une grande aide... Actuellement enceinte et dans une situation financière difficile, cela me permet de me préparer de bon plat et de manger équilibré.. Mon futur bébé et moi-même remercions le secours catholique pour ce geste/service. » ;

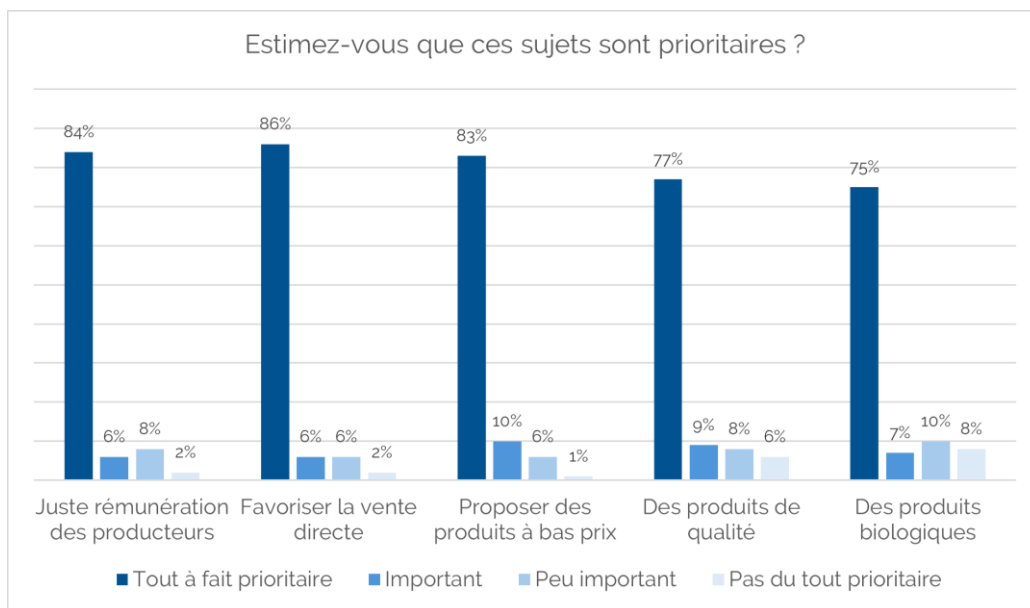
« Je suis diabétique sous insuline, et les paniers me permettent de manger des légumes et d'équilibrer mes repas ce que je ne pouvais pas me permettre financièrement avant... Là je peux manger plein de légumes variés dont certains que je connaissais pas. Heureusement que cette initiative existe.. Entre femmes on se donne des recettes, grâce à cette association je me suis fait des amies... » ;

2. Les priorités pour un système alimentaire plus durable et plus juste

L'attention aux effets de l'alimentation sur la santé témoigne d'une certaine connaissance et conscience des enjeux multidimensionnels de l'alimentation. Pour s'intéresser au regard porté par les participants sur le système alimentaire actuel et les pistes pour le faire évoluer vers plus de justice et de durabilité, cinq questions étaient posées :

- Rémunérer de manière plus juste les agriculteurs c'est selon vous : (réponse entre 0 cela ne m'intéresse pas à 10 c'est une priorité)
- Favoriser la vente directe entre producteurs et consommateurs, c'est selon vous : (réponse entre 0 cela ne m'intéresse pas à 10 c'est une priorité)
- Proposer des produits à bas prix aux consommateurs, c'est selon vous : (réponse entre 0 cela ne m'intéresse pas à 10 c'est une priorité)
- Rendre financièrement accessible des produits de qualité (Label Rouge, AOP, ...), c'est selon vous : (réponse entre 0 cela ne m'intéresse pas à 10 c'est une priorité)
- Rendre financièrement accessible des produits issus de l'agriculture biologique, c'est selon vous : (réponse entre 0 cela ne m'intéresse pas à 10 c'est une priorité).

Il ne s'agissait pas d'interroger les priorités des personnes lors de leur acte d'achat, mais ce qu'elles estimaient devoir être rendu possible.



Graphique 22 : Regards sur les pistes de changements pour un système plus durable et plus juste

- Apparaît ainsi un intérêt très marqué pour la juste rémunération des producteurs (84% des personnes estimant que cet enjeu est tout à fait prioritaire, c'est-à-dire entre 8 et 10 sur l'échelle), pour la vente directe également (86%) mais aussi l'accès à des produits à bas prix pour les consommateurs (83%). Plusieurs personnes ont toutefois précisé que « l'important n'est pas le prix bas mais le prix juste », « à sa juste valeur ».
- L'accès à des produits de qualité et/ou issus de l'agriculture biologique est également tenu pour important par une majorité des personnes, respectivement 77% et 75% : c'est moins consensuel que ne l'est le point précédent, mais très élevé au regard de l'image de l'agriculture biologique de façon plus générale.

Ces chiffres témoignent du fait que les personnes semblent adhérer aux objectifs que se donnent les projets dont ils sont parties prenantes. Ils traduisent aussi certainement l'intérêt que ces derniers représentent pour travailler très concrètement les enjeux de transition écologique de notre modèle agricole et alimentaire, par la pratique. Néanmoins, ces données ne permettent pas d'identifier l'effet de l'implication des personnes sur les perceptions.

Elles témoignent enfin de la tension qui demeure entre la volonté de rémunérer des agriculteurs, la protection de l'environnement (par l'alimentation durable) et des prix bas pour leur accessibilité. Cela plaide pour continuer à travailler communément les solutions qui dépassent ces clivages (comme les enjeux de redirection de subventions publiques, des revenus etc.).

CONCLUSION

D'un point de vue global, le soutien financier du volet national du MMPT permet un apport réel pour les personnes concernées en termes d'accès à des produits frais, de qualité, même si cela ne permet pas de couvrir les besoins alimentaires des personnes dans leur totalité. Le fait que l'association se donne pour cadre de faire "avec" les personnes concernées et non "pour" permet d'associer de tels financements au développement de la participation des personnes concernées, alors même que le cahier des charges ne permet pas de couvrir les dépenses que cela peut nécessiter (étant quasi exclusivement dédié à l'achat de denrées au niveau national). Aussi peut-on constater des modalités mises en place pour cela et des effets positifs au regard des témoignages recueillis. On peut globalement retenir :

- L'intérêt de ce fonds et l'enjeu de sa pérennisation, même si le volet national, pour entraîner des objectifs de transformation de l'aide alimentaire, pourrait soutenir davantage les besoins pour les bonnes conditions de participation aux projets mis en place (l'animation notamment) ;
- Ce fonds soutient des évolutions positives, mais ne réduit pas les problématiques des ressources des personnes (en témoignent des niveaux d'insécurité alimentaire qui demeurent), de choix de modèle agricoles plus durables et le besoin de politiques publiques structurelles complémentaires.
- Pour le Secours Catholique et son action, il reste à mieux comprendre les types de participation mises en place dans les projets soutenus et nécessaire de maintenir la diffusion d'une pédagogie du développement du pouvoir d'agir pour que les projets soutenus dans ce cadre répondent particulièrement aux enjeux de participation.

Contact pour davantage d'information :
ensemblebienvivrebienmanger@secours-catholique.org

ANNEXE : LE QUESTIONNAIRE SUPPORT DE L'ENQUÊTE

Questionnaire qualitatif Mieux Manger Pour Tous							
Ce questionnaire cherche à comprendre ce qui change pour les personnes venant sur les activités alimentaires du Secours Catholique, aussi bien sur leur alimentation, mais aussi leur participation à l'activité et plus largement leur regard sur le système alimentaire. Ce questionnaire est utilisé dans les projets financés par le fonds Mieux Manger Pour Tous et va ainsi permettre de nourrir une étude sur l'impact de ce fonds auprès des personnes en situation de précarité. Nous vous remercions donc pour l'attention que vous y portez.							
1.	Vous êtes	une femme	un homme	autre			
2.	En quelle année êtes vous né.e						
3.	Dans quelle commune vivez vous ? (code postale)						
4.	Avec quelle activité alimentaire du Secours Catholique êtes vous en lien ?	épicerie	panier ou groupement d'achat	autre			
5.	Avez vous un.e conjoint.e qui vit avec vous ?	oui	non				
6.	Avez-vous des enfants ?	oui	non				
7.	Si oui, avez-vous des enfants qui vivent avec vous ?	oui	non				
8.	Si oui, combien ?						
9.	Pour chaque enfant, pouvez-vous nous donner l'année de naissance ?						
10.	Avez-vous d'autres personnes à charge ?	oui	non				
11.	Si oui, combien ?						
12.	Actuellement, percevez-vous des ressources financières (revenu du travail, prestation sociale, pension alimentaire, revenu informel...) ?	oui	non				
13.	Pouvez-vous nous indiquer le montant mensuel total de ces ressources ?	sans ressource	1€ à 200€	200€ à 400€	400€ à 600€	600€ à 800€	800€ à 1000€ + de 1000€
14.	Ces deux derniers mois, combien de fois avez-vous été inquiet.e que votre foyer (votre famille ou vous même) n'ait pas assez de nourriture ?	jamais	rarement (1 à 3 fois sur les 2 mois)	parfois (4 à 10 fois)	souvent (plus de 10 fois)		
15.	Ces deux derniers mois, combien de fois vous-même ou un membre de votre foyer n'a pas pu manger ce que vous préférez à cause d'un manque de ressources (d'argent) ?	jamais	rarement (1 à 3 fois sur les 2 mois)	parfois (4 à 10 fois)	souvent (plus de 10 fois)		
16.	Ces deux derniers mois, combien de fois vous-même ou un membre de votre foyer a mangé une variété (ou diversité) limitée d'aliments parce que les ressources étaient insuffisantes ?	jamais	rarement (1 à 3 fois sur les 2 mois)	parfois (4 à 10 fois)	souvent (plus de 10 fois)		
17.	Ces deux derniers mois, combien de fois vous-même ou un membre de votre foyer a mangé moins de repas par jour parce que vos ressources étaient insuffisantes ?	jamais	rarement (1 à 3 fois sur les 2 mois)	parfois (4 à 10 fois)	souvent (plus de 10 fois)		
18.	Ces deux derniers mois, y a-t-il eu des jours où vous ou un membre de votre foyer n'a rien mangé de toute la journée ?	non	rarement (1 à 3 fois sur les 2 mois)	parfois (4 à 10 fois)	souvent (plus de 10 fois)		
19.	Les effets de votre alimentation sur votre santé et votre bien-être (et celles de vos enfants) vous préoccupent-ils ?	Ça vous préoccupe et vous y faites attention	Ça vous préoccupe mais vous n'avez pas les moyens financiers d'y faire attention	Ça vous préoccupe mais vous n'avez pas de temps d'y faire attention	Ça vous préoccupe mais vous manquez d'information sur le sujet	Ça ne fait pas partie de vos priorités	Je ne sais pas
20.	Depuis que vous participez à l'activité du Secours Catholique, diriez-vous que :	Ca vous préoccupe davantage	Ca vous préoccupe tout autant	Ca vous préoccupe moins	je ne sais pas		
21.	Avez-vous des problèmes pour vous déplacer pour faire vos courses (hors problèmes de santé qui limitent la mobilité) ?	oui	non				
22.	Autour de chez vous, existe-t-il :	des grandes surfaces	un commerce de proximité	un marché	un jardin partagé		
23.	Pour chaque réponse positive à la précédente question, y allez-vous ?						
24.	Depuis que vous participez à l'activité du Secours Catholique, consommez-vous des fruits et légumes ?	Plus qu'avant	Autant qu'avant	Moins qu'avant	Ne sais pas		
25.	Depuis que vous participez à l'activité du Secours Catholique, consommez-vous des légumineuses (lentilles, pois chiches, haricots, pois, soja, fève...) ?	Plus qu'avant	Autant qu'avant	Moins qu'avant	Ne sais pas		
26.	Depuis que vous participez à l'activité du Secours Catholique, consommez-vous des œufs et du fromage	Plus qu'avant	Autant qu'avant	Moins qu'avant	Ne sais pas		
27.	Depuis que vous participez à l'activité du Secours Catholique consommez-vous de la viande	Plus qu'avant	Autant qu'avant	Moins qu'avant	Ne sais pas		

28.	Depuis que vous participez à l'activité du Secours Catholique, consommez-vous des produits transformés (plats industriels, soda, céréales, biscuits et charcuterie industriels, nuggets, chips...)	Plus qu'avant	Autant qu'avant	Moins qu'avant	Ne sais pas			
29.	Au sein de l'activité alimentaire du Secours Catholique, êtes-vous informé.e sur les produits alimentaires disponibles ?	oui	non	ne sais pas				
30.	Pouvez-vous partager votre avis sur les produits à l'équipe bénévoles ?	oui	non	ne sais pas				
31.	Pouvez-vous participer au choix des produits ?	oui	non	ne sais pas				
32.	Dans le cadre de cette activité, avez-vous participé à un atelier(visite de ferme, atelier cuisine, repas partagé ..?)	oui	non	ne sais pas				
33.	Si oui, qu'en avez-vous pensé	je n'ai pas aimé	J'ai peu aimé	j'ai aimé	j'ai beaucoup aimé			
34.	Etes vous informé.e sur l'organisation de l'activité ?	oui	non	ne sais pas				
35.	Participez-vous à l'organisation de l'activité ?	oui	non	ne sais pas				
36.	Pouvez-vous donner votre avis sur l'organisation de l'activité?	oui	non	ne sais pas				
37.	Rémunérer de manière plus juste les agriculteurs c'est selon vous : (réponse entre 0 cela ne m'intéresse pas à 10 c'est une priorité)							
38.	Favoriser la vente directe entre producteurs et consommateurs, c'est selon vous : (réponse entre 0 cela ne m'intéresse pas à 10 c'est une priorité)							
39.	Proposer des produits à bas prix aux consommateurs, c'est selon vous : (réponse entre 0 cela ne m'intéresse pas à 10 c'est une priorité)							
40.	Rendre financièrement accessible des produits de qualité (Label Rouge, AOP, ...), c'est selon vous (réponse entre 0 cela ne m'intéresse pas à 10 c'est une priorité)							
41.	Rendre financièrement accessible des produits issus de l'agriculture biologique, c'est selon vous : (réponse entre 0 cela ne m'intéresse pas à 10 c'est une priorité)							
42.	Souhaitez-vous ajouter quelque chose ?							